

Les Palestiniens demandent instamment aux Iroquois Nationaux de se retirer des Championnats de crosse en Israël

4 juillet 2018 – Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI)

Les Palestiniens demandent à une équipe de crosse de classe mondiale de refuser à Israël l'occasion d'utiliser le sport national des Iroquois pour camoufler son nettoyage ethnique de plus en plus intense, violent, sur l'ensemble des terres ancestrales palestiniennes.

Chers Iroquois Nationaux,

Nous vous écrivons depuis la Palestine pour exhorter votre équipe à se retirer des Championnats du monde de crosse 2018 en Israël. Nous savons quel rôle important ce sport joue dans la culture iroquoise, permettez-nous de vous donner les raisons de notre appel.

En tant que peuples indigènes, nous avons, vous et nous, vu nos terres traditionnelles colonisées, notre peuple nettoyé ethniquement et massacré par des colons qui s'implantaient. Cette année marque les 70 ans de la dépossession des Palestiniens par Israël, une dépossession qui a commencé avec ce que nous appelons la Nakba, ou la catastrophe. Dans les années qui ont entouré l'établissement d'Israël sur notre terre, en 1948, les forces israéliennes pré et post-étatiques ont chassé, de façon préméditée, la majorité de la population indigène de la Palestine et détruit plus de 500 de nos

villages et villes.

Pendant 70 ans, ce régime d'occupation, de colonialisme de peuplement et d'apartheid, a dénié à nos réfugiés, qui constituent environ les deux tiers du peuple palestinien dans le monde, leur droit inhérent, et stipulé par les Nations-Unies, à retourner dans leurs foyers d'origine et leurs terres.

Les deux sites israéliens qui accueillent les Championnats du monde de crosse se dressent sur les ruines de villages palestiniens nettoyés ethniquement.

L'Institut Wingate a été construit sur les terres de Khirbat al-Zababida, nettoyé ethniquement de ses habitants palestiniens en 1948 lors d'attaques dont l'objectif était de vider les villages indigènes le long de la côte nord de Tel Aviv. Les ruines du village palestinien Bayyarat Hannun, qui a connu le même sort, se trouvent bel et bien dans l'ombre du stade de Netanya.

Comme la Confédération iroquoise et les peuples indigènes de l'Ile de la Tortue, nous nous battons quotidiennement pour l'autodétermination et contre une dépossession et une colonisation qui se poursuivent.

Pendant des décennies, le gouvernement israélien, qui parraine ces Championnats de crosse, a travaillé sans relâche pour étendre ses colonies dans un projet délibéré visant à déposséder les Palestiniens indigènes de nos terres et de nos ressources naturelles. Il utilise systématiquement, et tout à fait délibérément, les événements sportifs afin de détourner l'attention du monde loin de son oppression bien établie des Palestiniens.

Comme vous, notre peuple a été divisé géographiquement par des frontières artificielles, et des contrôles coloniaux sur les déplacements, la résidence et la propriété des maisons et des terres. Le mur d'apartheid et les check-points militaires

d'Israël, son siège brutal des Palestiniens à Gaza, son déni du droit au retour des réfugiés palestiniens séparent les familles et limitent notre capacité à voyager, vers, depuis, et à l'intérieur de nos terres traditionnelles.

Comme vous, nous avons vu le colonialisme de peuplement limiter et tenter d'effacer ou de s'approprier nos traditions, notre culture, notre patrimoine et notre identité. Israël a volé de précieux objets des terres palestiniennes occupées et a mené des attaques systématiques contre la culture palestinienne, fermant les cinémas et théâtres palestiniens, lançant des raids sur les événements culturels palestiniens et les interdisant.

Israël a également agressé, emprisonné et tué des athlètes palestiniens, et il a bombardé et détruit des stades palestiniens. Plus tôt cette année, le ministre des Sports d'Israël a posté une vidéo le montrant avec des supporters de l'équipe de football du Beitar Jérusalem, connue pour son vil racisme, alors qu'ils incitaient à la violence contre les Palestiniens, chantant « Que votre village soit brûlé » à l'équipe palestinienne adverse.

Comme vous, nous avons des droits limités pour superviser nos propres lois, règlements et pratiques au sein de nos communautés. Les Palestiniens vivant sous occupation en Cisjordanie et à Gaza sont soumis au régime militaire israélien, pendant que les Palestiniens, à l'intérieur d'Israël, font face à plus de 60 lois racistes qui les discriminent sur une base raciale dans tous les domaines de la vie.

Comme vous, une police et des forces militaires étrangères envahissent et occupent nos communautés, et nous avons, vous et nous, vu des membres de nos communautés mis en détention, emprisonnés et tués à cause de leur refus de se soumettre aux exigences des politiques et procédures d'un État extérieur. Actuellement, près de 6000 prisonniers politiques

palestiniens, dont près de 300 enfants, et dont beaucoup ont été arrêtés dans des raids nocturnes créant l'effroi, sont détenus dans les prisons israéliennes où la torture est endémique.

Mais notre résistance, comme la vôtre, contre la puissance coloniale pour nos droits ne connaît pas de limites, et elle ne sera pas arrêtée par les tactiques de violence et d'intimidation de nos oppresseurs.

Les Palestiniens ont longtemps considéré la résistance, au fil des générations, de la population indigène de l'Ile de la Tortue comme une source d'inspiration pour notre lutte, pendant que nous étions solidaires de la vôtre. Qu'il s'agisse de publications de déclarations de solidarité, de contributions financières et de participation à des manifestations, notamment aux confrontations à Oka, Akwesasne et Ganienkeh, et aux luttes indigènes à Wounded Knee, Alcatraz et plus récemment, à Standing Rock, nous sommes restés unis avec vos luttes contre le colonialisme d'État et d'entreprises.

Dans le cadre de notre lutte constante pour la liberté, la justice et l'égalité, des organisations nationales et locales palestiniennes ont lancé en 2005 un appel aux gens de conscience à travers le monde pour qu'ils s'engagent dans des campagnes de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) afin d'isoler Israël jusqu'à ce qu'il respecte les droits des Palestiniens indigènes. Cet appel a grandi et est devenu le mouvement mondial BDS, conduit par les Palestiniens, et il demande instamment de couper tout lien académique, culturel, sportif, militaire et économique de complicité avec le régime d'oppression d'Israël, comme moyen le plus efficace de solidarité avec le peuple palestinien.

Nous rappelons le boycott par l'acteur Marlon Brando de l'Oscar de 1973, refusant le prix du meilleur acteur pour protester contre le traitement des peuples indigènes par

Hollywood et les confrontations à Wounded Knee de cette même année. Brando a déclaré plus tard qu'il était peut-être « discourtois » de sa part de refuser le prix, mais il savait qu'il y avait un problème plus vaste qui était posé et que les pouvoirs en place ne changeraient que s'ils y étaient contraints.

Nous vous demandons de respecter notre piquet de grève non violent en vous retirant des Championnats du monde de crosse 2018, privant ainsi Israël de l'occasion d'utiliser le sport national des Iroquois pour camoufler son nettoyage ethnique de plus intense, violent, des Palestiniens sur l'ensemble de nos terres ancestrales.

Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI)

Source: [PACBI](#)

Traduction : JPP pour BDS FRANCE

Les Palestiniens répondent à Adidas : « Suivez vos propres conseils, mettez fin à votre parrainage des équipes de football israéliennes dans les colonies de peuplement

illégales »

22 juin 2018 – Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturelle d'Israël/Allemagne (PACBI)

Dans une réponse d'Adidas, le géant allemand en articles de sport a prétendu qu'« il agit d'une manière politiquement neutre ». Or, en tant que sponsor de la Fédération d'Israël de football, qui comprend les clubs basés dans les colonies de peuplement illégales sur une terre palestinienne volée, Adidas est tout sauf « politiquement neutre ».

Adidas répondait ainsi à la lettre du 12 mars 2018 de plus de 130 clubs de football et associations de sport palestiniens qui demandent à Adidas d'abandonner son parrainage de la Fédération d'Israël de football (IFA), qui accueille les clubs basés dans les colonies d'Israël illégales.

Nous nous félicitons de l'engagement d'Adidas à « faire respecter les critères et les normes des droits de l'homme », et de son appel à la FIFA pour que celle-ci respecte les droits de l'homme et le droit international « sur la question des équipes des colonies israéliennes ».

Nous appelons Adidas à suivre ses propres conseils : respecter le droit international et les droits de l'homme des Palestiniens en mettant fin à son parrainage de l'IFA tant que celle-ci accueille les clubs basés dans les colonies israéliennes illégales.

Ces colonies de peuplement israéliennes sont une violation des droits de l'homme des Palestiniens. Elles sont construites sur des terres palestiniennes volées, et elles réduisent la liberté de mouvement des Palestiniens, leur accès à l'eau, à leurs terres fertiles et moyens de subsistance.

En outre, selon la Quatrième Convention de Genève, les colonies de peuplement israéliennes constituent des crimes de

guerre. Ce qui fait qu'Adidas se rend complice des graves violations israéliennes des droits de l'homme du fait de son parrainage de l'IFA.

Dans sa lettre, Adidas dit aussi : « *Adidas agit d'une manière politiquement neutre* ». Mais comme le déclarait autrefois le leader anti-apartheid d'Afrique du Sud, l'archevêque Desmond Tutu : « *Si tu es neutre en situation d'injustice, alors tu as choisi le côté de l'opresseur* ». Adidas ne se contente pas de vendre ses produits à la Fédération nationale de football d'un État impliqué dans une occupation illégale qui dure depuis des décennies et dans les graves violations des droits de l'homme qui en découlent. Adidas la *parraine*. Adidas, par conséquent, est tout sauf « *politiquement neutre* » dans ce cas.

Effectivement, Adidas n'a pas su mettre fin à son parrainage de la Fédération d'Israël de football quand les snipers israéliens ont tiré sur Mohammad Khalil Obeid, un footballeur de 23 ans, le touchant aux deux jambes, et sur Alaa Al-Daly, un cycliste de 21 ans, atteint dans sa jambe droite dont il a dû être amputé. Pour tous les deux, leur carrière professionnelle s'est achevée sous les balles israéliennes. Obeid a déclaré à Amnesty International, « *En tant que joueur (de football) palestinien, ma vie a été détruite... Je rêvais de jouer au football à l'étranger, et de lever le drapeau palestinien à l'étranger* ».

Se cramponnant à un espoir et tenant à nourrir leur passion pour ce jeu admirable, les Palestiniens amputés, ayant perdu des membres dans les attaques répétées d'Israël contre Gaza, ont formé récemment un club de football.

Adidas affirme qu'elle fonctionne conformément aux principes directeurs des Nations-Unies. Or, c'est sur la base de ces principes directeurs que le Conseil des droits de l'homme des Nations-Unies a établi une base de données des entreprises qui se font les complices de l'occupation israélienne. Adidas prend ainsi le risque de se voir incluse dans cette base de

données. Son parrainage n'en fera pas simplement la cible d'un boycott populaire, mais aussi de campagnes de désinvestissement institutionnel, y compris au niveau de l'État.

Sur son site internet, Adidas déclare que lorsqu'elle trouve « *des impacts négatifs potentiels ou réels* » sur les droits de l'homme, elle « *s'engage à réduire ou éliminer ces impacts* » et qu'elle le fait aussi pour « *remplir une obligation fondamentale en tant qu'entreprise responsable, c'est-à-dire, de ne causer aucun préjudice s'agissant de l'exercice et de l'épanouissement des droits de l'homme* ».

Adidas a mis fin à son parrainage de l'Association internationale des fédérations d'athlétisme suite à des scandales de dopage et de corruption.

Nous demandons instamment à Adidas de « *ne causer aucun préjudice* » aux droits de l'homme des Palestiniens, et d'annuler son parrainage complice de la Fédération d'Israël de football.

Source: [PACBI](#)

Traduction : JPP pour BDS FRANCE

Les Palestiniens remercient

L'Argentine et Lionel Messi de ne pas jouer « amicalement » contre Israël

Des mobilisations dans le monde entier ont réussi à empêcher que le gouvernement israélien n'utilise le match pour couvrir ses crimes de guerre et ses flagrantes violations des droits humains contre les Palestiniens.

6 juin 2018 – Mardi 5 juin, l'équipe nationale argentine de football a annulé le match « amical » contre Israël prévu pour ce samedi, après des mois d'une campagne BDS lancée en Argentine.

En réponse à la criminelle politique israélienne du « tirer-pour-tuer-ou-mutiler » contre des manifestants palestiniens pacifiques à Gaza, supporters de football et militants des droits humains palestiniens ont pressé l'équipe argentine et la superstar du football Lionel Messi d'annuler le match, qui devait avoir lieu dans un stade israélien bâti à al-Maliha, un village palestinien ayant subi un nettoyage ethnique.

Le footballeur palestinien Mohammad Khalil, dont [la carrière s'est arrêtée](#) lorsqu'il a reçu d'un sniper israélien un tir dans les deux jambes alors qu'il manifestait pacifiquement à Gaza, a aussi [pressé](#) l'Argentine et Messi d'annuler le match contre Israël.

Des milliers de personnes ont rejoint Khalil, signant une [pétition](#) adressée à Messi et à l'Argentine qui expliquait que le gouvernement israélien utiliserait le match pour couvrir ses attaques brutales contre des Palestiniens, sur le terrain et à l'extérieur.

Les syndicats argentins et les Mères de la place de mai se sont joints à l'appel. La semaine dernière, un rassemblement

s'est tenu à l'extérieur de l'Association de football d'Argentine (AFA) à Buenos Aires.

Des manifestations ont suivi l'équipe argentine à Barcelone. Mardi, pendant une séance d'entraînement de l'équipe avant la Coupe du monde, des militants pour les droits palestiniens ont utilisé un mégaphone pour faire passer le message directement aux joueurs.

Israël aurait payé à l'Argentine 3 millions de dollars pour jouer le match, dans le cadre des « célébrations » de son 70ème anniversaire.

Omar Barghouti de la Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI) a déclaré :

« Nous saluons la décision de l'équipe argentine d'annuler ce match « amical ». Il aurait été extrêmement inamical envers les droits humains ! Jouer contre un état d'apartheid est une forme de complicité, magnifiée par le récent et horrible massacre d'Israël à Gaza contre des manifestants non-armés réclamant leurs droits fondamentaux, la liberté, la dignité et le droit au retour des réfugiés tel qu'il est stipulé par les Nations unies. »

Utiliser des événements sportifs internationaux pour couvrir ses crimes de guerre et ses flagrantes violations des droits humains contre les Palestiniens fait partie de la politique de blanchiment par les sports du régime d'apartheid israélien. Le fait que les supporters argentins et les militants pour les droits humains du monde entier ont réussi à l'empêcher nous donne beaucoup d'espoir. »

Alors qu'il était initialement prévu à Haïfa, le gouvernement israélien avait déplacé le match à Jérusalem, offrant aux organisateurs 760 000 dollars en compensation. La ministre d'extrême-droite de la Culture et des Sports, Miri Regev, aurait mis comme condition au match une séance photo avec l'équipe argentine, une preuve de plus de la manière dont

Israël utilise les sports pour blanchir –par le sport– son image.

Après l'annonce de l'annulation, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a immédiatement appelé le président argentin Mauricio Macri à intervenir, mais Macri a répondu qu'il n'avait aucune autorité sur la décision.

L'annulation du match « amical » d'Israël contre l'Argentine est un stimulant pour la [campagne](#) « **Un carton rouge à Israël** », qui a appelé la FIFA à exclure Israël – comme elle a exclu l'Afrique du Sud de l'apartheid – à cause de ses violations contre le football palestinien et son mépris des statuts de la FIFA.

L'Association de football palestinienne a aussi [appelé](#) l'Argentine à annuler le match.

Dans un [message vidéo](#), l'équipe de football de la ville palestinienne de Nabi Saleh, en Cisjordanie occupée par Israël, a remercié l'Argentine et Lionel Messi. Nabi Saleh est la ville dont est originaire Ahd Tamimi, la jeune Palestinienne mineure qui subit une peine de plusieurs mois dans une prison israélienne pour avoir giflé un soldat israélien lourdement armé se trouvant dans sa cour d'entrée. « Vous avez marqué un but pour la liberté, la justice et l'égalité », disent des parents de Ahd dans la vidéo.

Barghouti de PACBI a ajouté :

« Les joueurs de football palestiniens sont couramment attaqués, privés de liberté de mouvement pour assister aux entraînements et aux matchs. Les forces israéliennes ont emprisonné, blessé et tué des footballeurs palestiniens. Comme l'attaquant argentin Gonzalo « Pipa » Higuaín l'a dit : « Ne pas y aller était la bonne chose à faire ».

Tous nos vœux à l'Argentine pour la Coupe du monde. La FIFA doit prendre acte. Il est temps de montrer à Israël un carton

rouge. »

La Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI) a été lancée en 2004 pour contribuer à la lutte pour la liberté, la justice et l'égalité des Palestiniens. PACBI promeut le boycott des institutions universitaires et culturelles, étant donné leur profonde et durable complicité dans le déni par Israël des droits palestiniens tels qu'ils sont stipulés dans le droit international. Rendez visite à PACBI sur <https://bdsmovement.net/pacbi> et suivez-nous sur Twitter @PACBI

Source: [PACBI](#)

Traduction: C.G pour BDS France

Dites à l'Argentine et à Lionel Messi : « Il n'y a rien d'amical dans les tirs d'Israël sur les footballeurs palestiniens »

Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI)/Argentine – 15 mai 2018

[Signez la pétition*](#) qui exhorte l'équipe nationale de football argentine à annuler son match « amical » avec Israël.

Dans [un message vidéo](#), un jeune footballeur palestinien, Mohammed Khalil, lance un puissant appel à l'équipe nationale de football argentine, dont son capitaine, Lionel Messi, pour qu'ils annulent leur match amical avec Israël le 9 juin 2018.

Khalil, de Gaza, a été visé et touché par une balle qui lui a traversé un genou et frappé l'autre, [tirée par un tireur embusqué israélien](#) qui a mis fin à sa carrière prometteuse de footballeur.

Le match programmé est l'une des « cérémonies » du 70e anniversaire d'Israël et il se tient alors qu'Israël met en œuvre une politique criminelle de tirer pour tuer ou mutiler contre les manifestants palestiniens pacifiques à Gaza. Cela fait que le terme « amical » est un blanchissage des crimes d'Israël et que par conséquent, il devient « inamical » pour les droits de l'homme !

Israël dénie à tous les Palestiniens, y compris aux footballeurs, leur droit à la liberté de mouvements. Les ligues officielles de l'Association de football d'Israël comptent parmi elles les équipes des colonies de peuplement israéliennes, illégales, et qui chassent les communautés palestiniennes de leur propre terre.

Le gouvernement israélien a bien voulu payer trois millions de dollars pour accueillir ce match. Cela s'inscrit dans sa stratégie de propagande pour le « blanchissage par le sport », qui exploite les événements sportifs pour dissimuler ses violations systémiques des droits de l'homme contre les Palestiniens.

L'Argentine et Lionel Messi sont adorés par des supporters du monde entier, y compris en Palestine et dans la région arabe, et les appels de BDS Argentine pour l'annulation du match ont reçu un soutien populaire énorme.

Joignez-vous à Mohammed Khalil, et envoyez le message fort à l'Argentine et à Lionel Messi que les supporters dans le monde ne toléreront pas qu'ils fassent équipe avec le régime d'oppression d'Israël contre les droits de l'homme des Palestiniens !

Pétition:

***Argentine : ne faites pas équipe avec l'apartheid israélien**

Ajoutez votre nom à notre lettre, maintenant.

Cher Lionel Messi et chère équipe nationale de football argentine,

Nous vous prions instamment d'annuler votre match amical avec Israël prévu pour le 9 juin 2018, en raison de la longue liste de violations des droits de l'homme commises par Israël, sur le terrain et hors du terrain.

Israël arrête, harcèle et tue des joueurs palestiniens. Il détruit les stades palestiniens et dénie aux footballeurs palestiniens leur droit de voyager pour jouer. Et, les ligues de football israéliennes comprennent parmi elles les clubs basés dans les colonies israéliennes, illégales, construites sur des terres palestiniennes qui leur ont été volées.

Des tireurs embusqués israéliens ont tué plus de 40 Palestiniens non armés à Gaza, et en ont blessé des milliers. Mohammed Khalil, un footballeur palestinien qui manifestait avec des milliers d'autres Palestiniens pour leurs droits humains fondamentaux, a été visé et touché dans les deux jambes par un tireur embusqué, mettant fin à sa carrière de footballeur.

Ce n'est pas la première fois que les balles israéliennes mettent fin à des carrières de footballeur. Et, ce ne sera pas la dernière sous le régime violent d'occupation et d'apartheid d'Israël.

Messi, votre jeu avec Israël est un jeu politique. Le gouvernement israélien s'en servira pour dissimuler ses agressions brutales contre les Palestiniens, sur le terrain et hors du terrain.

Il n'y a rien d'« amical » dans une occupation militaire et un apartheid. Ne jouez pas Israël jusqu'à ce que les droits de l'homme des Palestiniens soient respectés.

Ne faites-pas équipe avec l'apartheid israélien !

Nom :

Pays :

Votre email :

Source: [PACBI](#)

Traduction : JPP pour BDS FRANCE

#ShameOnGiro : Montrons au Giro d'Italia ce qu'est la réalité

3 mai 2018 – Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI)

Alors que des millions de personnes dans le monde vont suivre la célèbre course cycliste, joignez-vous aux actions des médias sociaux pour gâcher la fête et montrer au Giro d'Italia ce qu'est la réalité !

Les médias sociaux appellent à l'action

Le Giro d'Italia prend le départ avec sa décision de faire partir la célèbre course cycliste depuis Jérusalem, ce vendredi. Il a besoin qu'on lui fasse constater ce qu'est la réalité.

Un pot-de-vin d'Israël de plusieurs millions de dollars a suffi pour enrôler le Giro dans sa campagne de propagande. En conséquence, le Giro :

– blanchit, ou lave par le sport, les crimes de guerre continuels d'Israël, notamment l'assassinat délibéré de manifestants palestiniens pacifiques à Gaza, à quelques kilomètres seulement de la course.

– ne veut tenir aucun compte de ces villes et villages tout au long de la course qui ont été détruits et nettoyés

ethniquement par Israël en 1948.

– étouffe les douzaines de lois et de politiques d'apartheid d'Israël qui obligent certaines communautés palestiniennes à vivre sans les services de base, comme l'eau, l'électricité, les écoles et les routes.

– ne veut tenir aucun compte des colonies, du mur et des check-points, illégaux, d'Israël et qui refusent aux Palestiniens toute liberté de mouvement.

– ne veut tenir aucun compte de la politique ouvertement raciste pour un nettoyage ethnique progressif des Palestiniens, originaires du pays, hors de Jérusalem.

– ne veut tenir aucun compte des appels d'organisations palestiniennes et internationales représentant des millions de personnes, de dirigeants palestiniens, de réseaux chrétiens palestiniens et de membres du Parlement européen à déplacer la course.

L'UCI, l'organisme mondial du cyclisme, a maintenu fermement sa politique de l'autruche, refusant de prendre les mesures qui lui permettraient de ne pas se rendre complice de l'oppression des Palestiniens par Israël.

C'est à nous de gâcher la fête et de montrer au Giro ce qu'est la réalité !

Vendredi, 4 mai, alors que des millions de personnes dans le monde suivront la course, faisons pleuvoir sur le défilé. Gâchons les « cérémonies » des soixante-dix ans de dépossession palestinienne.

Partagez les exemples de tweets, les vidéos, mêmes et carte interactive ci-dessous avec les hashtags #ShameOnGiro et #Giro101.

Source: [PACBI](#)

David Lappartient et l'Union Cycliste Internationale (UCI) contribuent au « blanchiment » des crimes du gouvernement israélien

Qu'importe les Palestiniens assassinés, le droit international violé, l'éthique bafouée... pour le président français de l'UCI, David Lappartient, the Giro show must go on !

Dans le cadre de ses efforts de propagande, en déboursant [une dizaine de millions d'euros](#), Israël a obtenu en septembre dernier l'organisation des 3 premières étapes du Giro D'Italia 2018 (Tour cycliste d'Italie, du 4 au 27 mai 2018). Dès l'annonce de cette attribution, une campagne internationale, **#RelocateTheRace** (#DéplacezLaCourse), a été initiée par la société civile palestinienne à travers la [PACBI1](#), appelant la société italienne organisatrice de l'événement [RCS Sports2](#) ainsi que l'Union Cycliste Internationale (l'UCI, l'instance dirigeante du cyclisme mondial) à [déplacer cette course hors d'Israël](#), compte tenu des nombreuses violations israéliennes à l'égard du peuple palestinien.

PACBI estime notamment que cette course sert à « blanchir » par le sport les crimes passés et présents de l'état israélien, son occupation militaire et son système d'apartheid. Plus de cent-vingt organisations de défense des droits humains, syndicats, associations de tourisme éthique, groupes sportifs et confessionnels de plus de 20 pays ont

également lancé [un appel international](#) pour exhorter le Giro d'Italia à relocaliser ces étapes hors d'Israël en raison des graves et croissantes violations du droit international et des droits humains des Palestiniens.

Alors que **RCS Sports** et la Direction du Giro ont ouvertement choisi [le camp de la complicité avec le régime d'apartheid israélien](#) lors de la présentation officielle en Novembre dernier, l'UCI, elle, est restée plutôt silencieuse. Son président, David Lappartient, ne s'était pas exprimé lors de la « polémique » autour de la mention Jérusalem-Ouest, par exemple. Il semblait en effet moins inquiet de voir la compétition entachée par de graves accusations de complicité dans les crimes israéliens que par [la participation du coureur soupçonné de dopage Chris Froome](#).

Alors que la compétition doit débuter dans une quinzaine de jours, le site web [insidethegames.net](#) l'interroge lors d'un déplacement en Thaïlande. Dans cet article, Lappartient affirme que « l'UCI n'est pas impliquée », et n'aurait donc aucune responsabilité, dans l'attribution de ces étapes à Israël. Il légitime également cette décision en précisant que celle-ci avait été prise bien avant la reconnaissance par Trump de Jérusalem comme capitale d'Israël, mais aussi antérieurement aux événements, qu'il qualifie de « combat », actuellement en cours à Gaza. Donc tout va bien. Il admet tout de même qu'il existe un problème autour de l'appellation « Jérusalem/Jérusalem Ouest ». Néanmoins il reste optimiste et espère que le cyclisme sera un moyen de « promouvoir la paix à travers le sport, comme les Jeux Olympiques en Corée. » « Je pense que c'est la façon dont nous voulons voir l'événement. Avoir tous les pays tous ensemble au service du sport en Israël, c'est très bien. » déclare-t-il.

La campagne BDS France tient à rectifier certains faits énoncés et à réagir à ces propos.

1. Lorsque l'armée israélienne tire à balles réelles sur

des manifestants palestiniens qui manifestent pacifiquement pour leurs droits fondamentaux, il ne s'agit pas de « combat » mais d'assassinats ciblés. 43 Palestiniens ont été tués, 5 300 blessés (dont près de 2000 grièvement) au cours d'une [répression violente](#) des rassemblements de la Grande Marche du Retour commencée le 30 mars. Ces manifestations doivent se poursuivre jusqu'au 15 mai prochain, Jour de commémoration de la Nakba, le nettoyage ethnique de la Palestine en 1948, ayant abouti à l'établissement de l'État israélien. Pendant ce temps, le gouvernement israélien fête les 70 ans de cette création et c'est justement dans le cadre de ces célébrations qu'il a tenu à organiser ces étapes du Giro d'Italie.

2. Par ailleurs, confondre la situation de tension entre états souverains comme les deux Corée, ayant chacun une armée, avec l'occupation et la colonisation de la Palestine où l'une des plus puissantes armées de la planète opprime une population civile désarmée, relève soit de l'ignorance soit de la malhonnêteté.

En tentant lamentablement de dédouaner l'UCI de toute responsabilité, de normaliser ce départ du Giro en Israël, et d'y voir un vecteur de paix illusoire dans un contexte particulièrement meurtrier à Gaza, David Lappartient fait preuve de cynisme et d'indécence. Il choisit ouvertement d'être du côté de l'État israélien, de « blanchir » ses crimes et de cautionner son apartheid.

Comme à l'époque de l'Afrique du Sud de l'apartheid, ce sont des sanctions contre l'État israélien qui pourront mettre fin à ses violations et contribuer à une paix juste et durable dans la région. **Dans le cadre sportif, cela doit passer par l'arrêt de toutes les compétitions sportives internationales en Israël qui permettent à cet État de bénéficier d'une image**

de marque et d'une reconnaissance internationales.

1 [Campagne Palestinienne pour le Boycott Universitaire et Culturel d'Israël](#)

2 [RCS Sport, filiale de RCS MediaGroup. est une société de sport et de médias organisant des compétitions sportives en Italie, en particulier des courses cyclistes. C'est une filiale de la RCS MediaGroup.](#)

Les clubs de football palestiniens à Adidas : « Arrêtez de parrainer les équipes des colonies israéliennes »

BDS – 12 mars 2018

Les équipes de football et les associations sportives palestiniennes demandent à Adidas de mettre fin à son parrainage de l'Association israélienne de football car celle-ci intègre les équipes basées dans les colonies israéliennes illégales, sur une terre palestinienne volée.

Signez la pétition! Cliquez [ICI](#) !

[\(Lire le texte de la pétition en français\)](#)



À Kasper Rørsted, directeur général d'Adidas

Copies conformes aux membres du Conseil de direction : Roland Auschel (Ventes internationales), Eric Liedtke (Marques internationales), Harm Ohlmeyer (Finances), Karen Parkin (Ressources humaines internationales) et Gil Steyaert (Opérations internationales).

Chers Mr Rørsted, Mr Auschel, Mr Liedtke, Mr Ohlmeyer, Mme Parkin et Mr Steyaert,

Nous vous écrivons afin de demander instamment à Adidas de mettre fin à son parrainage de l'Association israélienne de football (IFA) en raison de la profonde complicité de celle-ci dans les violations, par Israël, du droit international et des droits de l'homme des Palestiniens.

L'IFA parraine des matchs de football dans les colonies de peuplement israéliennes illégales en Cisjordanie, comme l'ont révélé Human Rights Watch et d'autres organisations de défense des droits de l'homme. Il y a six clubs de football israéliens basés dans les colonies d'Israël sur une terre palestinienne volée où les Palestiniens ne sont pas autorisés à pénétrer. Les colonies d'Israël contribuent à des violations graves des droits de l'homme et elles sont une cause directe des restrictions à la liberté de mouvement des Palestiniens, à leur accès à leurs ressources naturelles et à leur capacité de construire des maisons et de traiter des affaires.

L'implication de l'IFA dans les colonies d'Israël illégales a été condamnée par, entre autres, Wilfried Lemke, conseiller spécial des Nations-Unies pour le sport au service de la paix et du développement, des dizaines de membres du Parlement européen, des groupes de la société civile et de défense des droits de l'homme, et des personnalités reconnues du monde des arts et de la culture. En dépit de ces appels venant du monde entier, l'IFA a décidé de faire passer la politique avant le sport, et elle a refusé de mettre fin à sa complicité.

En tant que principal sponsor de l'IFA, Adidas prête sa marque pour couvrir et blanchir les violations des droits de l'homme commises par Israël, notamment contre les footballeurs

palestiniens. Des joueurs palestiniens sont régulièrement agressés, emprisonnés et tués. Il leur est dénié toute liberté de mouvement pour participer à leurs propres matchs. Des stades palestiniens ont été bombardés et détruits. Israël empêche même les Palestiniens d'importer des équipements de football et de développer des installations de football.

Le parrainage de l'IFA par Adidas justifie les colonies d'Israël illégales et leur donne une couverture internationale. La Résolution 2334 du Conseil de sécurité des Nations-Unies (2016) dénonce les colonies de peuplement israéliennes en tant que « *violations flagrantes* » du droit international. Le Haut Commissariat des Nations-Unies aux droits de l'homme (OHCHR) élabore actuellement une base de données sur les entreprises qui traitent des affaires dans ou avec les colonies d'Israël illégales, dans une étape pratique pour mettre devant leur responsabilité les sociétés qui s'en rendent complices. Le parrainage de l'IFA par Adidas conduirait celle-ci sur cette liste en fonction des critères de sélection. De plus, votre parrainage de l'IFA, une entité qui opère dans ces colonies, fait d'Adidas un complice et peut l'exposer à des campagnes de boycott conduites par des consommateurs du monde arabe et du monde entier.

Adidas a mis fin, à juste titre, à son parrainage du « marathon de Jérusalem » après des protestations généralisées, des appels au boycott et des condamnations venant de gouvernements. Le marathon de Jérusalem, tout comme le soutien de l'IFA aux colonies israéliennes illégales, est un exemple clair de l'utilisation du sport par Israël pour se mettre hors de cause de son oppression et de son occupation des Palestiniens.

Selon votre site web, « *Adidas reconnaît sa responsabilité entrepreneuriale de respecter les droits de l'homme et l'importance de montrer que nous prenons les mesures nécessaires pour remplir cette obligation sociale* ». En accord avec « *la propre influence directe* » d'Adidas, nous vous

demandons instamment de respecter votre politique de responsabilité sociale en retirant votre parrainage à l'Association israélienne de football (IFA) jusqu'à ce qu'elle mette un terme à son implication dans les violations graves, par Israël, du droit international et de ses violations des droits de l'homme contre les Palestiniens.

Signataires:

1. Sur Baher Club
2. Deir Jarir Youth club
3. Terra Sancta Center-Beit Hanina
4. Um Toubia Club
5. Beit Hanina Youth Center – BHYC
6. Althouri Youth Club
7. Anata Youth Club
8. Beit Sourik Club
9. Al Ram Youth Club
10. De La Selle Club
11. Bilin Club
12. Qalandia Youth Club
13. Ramallah Islamic Club
14. Biddo Athletic Club
15. Beit Sira Sports Club
16. Jericho Youth club
17. Al Nwaemeh Sports Club
18. Silwan Club
19. Ni'lin Club
20. Sawahri Club
21. Al-Quds Club
22. Ramallah Youth Club
23. Esawiah Club
24. Zubeidat Club
25. Jerusalem Basketball Academy
26. Hizma Youth Club
27. Mount of Olives Club
28. Beit Sourik Club

29. Beit Safafa Club
30. Saffa club
31. Jaba' Youth Club
32. Shurfat Sports Club
33. Jericho Youth Club
34. Burj Al-Luqluq Social Center Society
35. East Sawahreh Club
36. Palestinian Academy for Sports Talent
37. Al-Raja Society for Sports and Rehabilitation
38. Al Ram Ahli Club
39. Shabab Al-Khalil Sports Club
40. Shabab Al Samou Club
41. Bani Na'eem Club
42. Al Shyoukh Youth Club
43. Shabab Yatta
44. Beit A'awa Youth Club
45. Al-Aroub Youth Club
46. Taffouh Club
47. Beit Kahel Youth Club
48. Al Karmel Yatta Club
49. Soureif Club
50. Halhoul Club
51. Sa'r Club
52. Beit Ummar Club
53. Rabud Sports Club
54. Wadi Al-Neis Club
55. Al Khader Club
56. Orthodox Club-Beit Sahour
57. Orthodox Club-Bethlehem
58. Susya Club
59. Ramadin Club
60. Fuwar Club
61. Shabab Dura
62. Islamic Club of Bethlehem
63. Syriac Club
64. De La Selle Club
65. Bethlehem Sports Club for the Disabled

66. Salah Eddin Club
67. Al Burj Youth Club
68. Tarqumyah Club
69. Hussan Youth Club
70. Silat El-Harthiya
71. Yamoun Sports Club
72. Jaba Sports Club
73. Burqein Club
74. Qabatiya Athletic Club
75. Jenin Youth Center
76. Jenin Athletic Club
77. Barta'a Athletic Club
78. Rummaneh Club
79. Ya'abd Club
80. Markaz Tulkarem
81. Noor Shams Club
82. Kufr Alabad Club
83. Deir AlGhusoun Club
84. Thunabeh Club
85. Beit Leid Athletic Club
86. Zeita Sport Club
87. Nazlet Esa Sports Club
88. Iktaba Athletic Club
89. Irtah Athletic Club
90. Attil Sports Club
91. Jalboun Sport Club
92. Tubas Sport Club
93. Tamoon Athletic Club
94. Al Faraa Youth Club
95. Quseen Athletic Club
96. Burqa Club
97. Ousrein Club
98. Jabal An-Nar Club
99. Number One Club
100. Al-Mustaqbal for the Disabled Club
101. AL-Arqa Club
102. Tulkarem Cultural and Athletic Club

103. Ahli Qalqilia Club
104. Azoun Club
105. Jayyous Athletic Club
106. Qalqilya Islamic Club
107. Kufr Thilth Club
108. Kufr Zeibad Club
109. Jensafoot Club
110. Hajjeh Club
111. Kufr Hajjeh Club
112. Kufr Qaddoum Club
113. Deir Ballout Club
114. Kufr Deik Club
115. Deir Istia Club
116. Azzawiya Club
117. Ibal Club
118. Northern Asireh Club
119. Balata Youth Center
120. Asira Al-Qabaleyyeh Club
121. Qusra Club
122. Beita Club
123. Nablus Youth Club
124. Douma Youth Club
125. Hutteen Sporting Club
126. Askar Youth Center
127. Tel Athletic Club
128. Aqraba Athletic Club
129. Orif Club
130. Al-Qastal Club
131. Yaseid Club
132. Sama Nablus Athletic Club
133. Al-Ittihad Club
134. Marj Bin Amer Club

Source: [BDS Movement](#)

Traduction: JPP pour BDS France

Pédaler pour les droits des Palestinien•ne•s : 20 villes dans le monde demandent à l'UCI et au Giro d'Italia #DéplacezLaCourse

13 mars 2018 / par la Campagne Palestinienne pour le Boycott Universitaire et Culturel d'Israël (PACBI)

Des cyclistes et des défenseurs des droits humains des Palestinien•ne•s sont descendu•e•s dans les rues de 20 villes à travers le monde, le samedi 10 mars 2018 pour la [Journée d'Action Internationale #RelocateTheRace](#).

Des actions et des manifestations à vélo ont appelé l'Union Cycliste Internationale (UCI) l'instance dirigeante du cyclisme, à déplacer le départ du célèbre événement cycliste le Giro d'Italia, prévu le 4 mai à Jérusalem. Les participant•e•s ont mis en lumière le déni des droits des Palestinien•ne•s par Israël, y compris la liberté de mouvement, et son utilisation de la course pour blanchir, par le sport, son régime d'occupation et d'apartheid.

La journée d'action a débuté en Palestine, avec des dizaines de jeunes palestiniens qui ont participé à un « Contre Giro » en Cisjordanie occupée de Ramallah à Qalandia, localité

restreinte par le mur de l'apartheid et les checkpoints militaires israéliens. La course faisait partie des événements organisés pour la [Semaine Contre l'Apartheid Israélien](#) et a mis en lumière la destruction toujours en cours des maisons et des fermes palestiniennes par Israël.



Qalandia, ruines d'une maison palestinienne démolie par Israël. En 2016, Israël a démoli 33 maisons dans ce seul village.

En Suisse, les cyclistes ont pédalé jusqu'au [siège de l'UCI à Aigle](#). Malgré de nombreuses lettres et appels à déplacer la course, citant le propre code éthique de l'UCI, l'organisation n'est toujours pas intervenue pour empêcher le cyclisme professionnel d'être complice des violations du droit international par Israël.

A Kuala Lumpur, [plus de 50 personnes](#), jeunes et moins jeunes, seules ou en familles, étudiant•e•s et cyclistes, se sont rassemblées samedi matin pour appeler la Fédération malaisienne de cyclisme, membre du conseil d'administration de l'UCI, à prendre des mesures pour que l'UCI délocalise la course.



Des manifestations ont eu lieu dans plus de 10 villes à travers l'Italie. A Rome, des dizaines de cyclistes se sont rassemblé•e•s pour [une cérémonie de remise de prix parodique](#) près du Colisée, ligne d'arrivée du Giro d'Italia. L'entreprise italienne de service public d'électricité ENEL a été « honorée » en tant que Meilleur Sponsor de l'Apartheid Israélien. L'UCI a reçu le Prix de l'Autruche pour avoir gardé la tête dans le sable. Les organisateurs du Giro, qui ont reçu

[10 millions d'euros](#) d'Israël, ont été honorés en tant que Meilleurs Profiteurs de Violations des Droits Humains. L'équipe cycliste israélienne a reçu le prix de la Meilleure Couverture des Crimes Israéliens.



En Sicile, des militant•e•s ont tenu une réunion publique à Catane pour préparer des manifestations pendant le Giro d'Italia. Les premières étapes italiennes de la course s'y dérouleront. Des manifestations à vélo ont également eu lieu à [Bologne](#), Milan, [Naples](#), Ravenne, [Turin](#), [Udine](#), [Vicence](#) et Venise.



Aux Pays-Bas, environ [80 cyclistes](#) ont participé à un «Giro alternatif» à La Haye, pédalant du Parlement en direction du Palais de la Paix et de la Cour pénale internationale, mettant en lumière les crimes de guerre et les violations des droits humains commis par Israël depuis longtemps.



A Manchester, les cyclistes de The Big Ride for Palestine ont pédalé jusqu'au siège de la Fédération Britannique de Cyclisme et au Consulat d'Italie, scandant « [Save face ! Relocate the race !](#) » (Sauvez la face ! Déplacez la course!)



En France, les cyclistes à [Paris](#) ont roulé de la Tour Eiffel jusqu'au siège du média l'Equipe, diffuseur français du Giro. Des manifestations à vélo ont également eu lieu à [Saint-Étienne](#) et à [Marseille](#), où les militant•e•s ont distribué plus de 1 500 dépliants.





En Belgique, des militant•e•s de Leuven ont distribué des drapeaux de vélo sur lesquels était inscrit «Roulez pour la paix et la liberté, pas pour l'apartheid israélien» à un public extrêmement réceptif, exprimant son opposition aux abus du cyclisme servant à cacher les violations des droits humains.



Israël s'est longtemps inspiré du [régime d'apartheid en Afrique du Sud](#), utilisant le sport pour masquer son occupation militaire et son régime d'apartheid depuis des décennies.

Les défenseurs des droits Palestinien•ne•s à travers le monde entier sont déterminé•e•s à continuer de faire pression sur le cyclisme professionnel jusqu'à ce qu'il mette un terme à son partenariat avec le gouvernement israélien, permettant à l'une des meilleures courses cyclistes d'être exploitées pour des raisons politiques.

Source: [PACBI](#)

Traduction: K.A pour BDS France

Mobilisation contre le départ du Giro 2018 depuis Israël, le 10 mars à Paris

Dans le cadre de la Journée d'Action Internationale contre le départ du Giro d'Italia 2018 depuis Jérusalem et Israël, à

l'appel des Palestinien.ne.s de la PACBI* et du BNC** [1], des militant.e.s de BDS France-Paris ont pédalé dans les rues de la capitale pour défendre les droits du peuple palestinien et pour exhorter l'Union Cycliste internationale et l'organisateur RCS MediaGroup à déplacer la course ailleurs.

Sur un parcours d'une quinzaine de km, nous sommes intervenu.e.s pour sensibiliser le grand public, et plus particulièrement les italien.ne.s et/ou les ami.e.s de l'Italie, sur la problématique de ce Giro 2018 et du sport-washing d'Israël en général.

Autour d'un tract explicatif [2] et des visuels, les discussions ont montré que beaucoup de personnes ignoraient ce départ du Giro 2018 depuis Jérusalem et Israël, et toutes ont salué nos explications, rappelant qu'il est inacceptable que le Giro serve à blanchir les crimes passés et présents d'Israël et qu'il renforce sa mainmise illégale sur Jérusalem.

Le siège du média sportif L'Équipe constituait la dernière étape du parcours, où nous avons pu laisser une pile de tracts pour les journalistes.

Rencontré.e.s au Trocadéro, des camarades de BDS Québec ont souhaité se joindre à notre mobilisation.

Des actions similaires ont eu lieu en France, à Marseille et à Saint-Etienne, mais aussi en Palestine occupée, dans plus de dix villes italiennes, à la Hague, à Manchester, en Suisse devant le siège de l'Union Cycliste Internationale, en Belgique, à Bogota, à Kuala Lumpur.



**RCS MediaGroup, UCI, il est temps, #DéplacezLaCourse,
#RelocateTheRace !**

[1] **Palestinian Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israel = Campagne Palestinienne pour le Boycott Universitaire et Culturel d'Israël*

** *Palestinian BDS National Committee = Comité National palestinien de BDS*

[1] <https://www.bdsfrance.org/giro-ditalie-journee-daction-internationale-pour-deplacezla-course-relocatetherace/>

[2] <https://twitter.com/Campagnebds/status/972417847518474240>

Une belle après-midi d'action militante à Saint-Etienne

Dans le cadre de la journée internationale d'actions Relocate the race (Déplacez la course en Français), le groupe BDS France Saint-Étienne organisait une action à vélo.



Ils ont pu discuter avec les passants de la situation en Palestine et leur expliquer cette campagne visant le Giro d'Italie.

Comme toutes les personnes qui se sont réunies à travers de nombreuses villes dans le monde, ils demandent aux organisateurs et aux cyclistes de déplacer le départ de la course et de refuser d'être instrumentalisés pour blanchir l'apartheid israélien.



GIRO: journée d'action nationale à Marseille

BDS Paris, BDS St Etienne et BDS Marseille en France, tout comme BDS Italia (dans 10 villes) BDS Malaysia, BDS Suisse, BDS Belgique, BDS Hollande, BDS Espagne, BDS UK, et la semaine prochaine BDS Colombia ont organisé des déambulations de protestation contre le départ du Tour d'Italie, le Giro depuis Jérusalem. À Marseille l'action était soutenue par le Collectif 13 Palestine en Résistances et par l'AFPS 06.

- 1- Accueil sympathique tout au long du trajet (entre les Réformés et la Mairie)
- 2- Plusieurs personnes descendent de chez elles, sortent des magasins pour rejoindre le petit cortège
- 3- 1.500 tracts distribués et bien accueillis par les passants



Annulation en Israël de la course Honda avec Joe Roberts

23 février | Ali Abunimah pour [The Electronic Intifada](#)

Les Palestiniens se réjouissent de l'annulation de cette course sponsorisée par Honda en Israël.

L'évènement, durant lequel devait se produire la star montante étatsunienne de la moto, [Joe Roberts](#), avait été condamné par des associations des droits humains.

Honda Israël [a annoncé](#) jeudi sur sa page Facebook que la rencontre, qui devait avoir lieu dans la ville d'Arad, les 23 et 24 Février, était annulée "faute d'une piste adaptée à la course."

Cependant, la presse israélienne attribue les difficultés de l'évènement à avoir lieu aux pressions subies par Honda de la campagne de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) pour les droits palestiniens, avec comme [titre](#) : "Maintenant BDS s'en prend aussi aux sports mécaniques."

Cet article affirme que "les militants d'extrême gauche" en Israël, associés au mouvement BDS, ont contacté leurs amis à l'international pour coordonner une campagne afin de persuader Honda et Roberts d'abandonner l'évènement, mentionnant les violations des droits humains par Israël.

Les militants ont aussi directement interpellé Roberts sur les réseaux sociaux.

Une piste "dangereuse"

L'article de presse israélien explique cependant que la raison officielle de l'annulation donnée par la Fédération israélienne des sports mécaniques est que la piste d'Arad a été jugée dangereuse.

Omer Shoshani, un représentant de la fédération, a déclaré aux médias que Roberts avait visité la piste d'Arad mercredi et avait décidé qu'il était risqué pour lui d'y rouler.

Shoshani a également affirmé que la piste de remplacement à Petzael était inondée à cause de fortes pluies.

En fait, l'évènement avait [à l'origine été prévu](#) pour la nouvelle piste dans la colonie de Petzael, dans la Vallée du

Jourdain, en Cisjordanie occupée, où l'armée israélienne est active dans les déplacements forcés de Palestiniens.

Toutes les colonies israéliennes en Cisjordanie, y compris Jérusalem Est et les plateaux syriens du Golan, sont illégales selon le droit international.

Des associations pour la paix et les droits humains aux Japon ont exhorté Honda d'annuler l'évènement et le Comité national palestinien du BDS [a averti](#) le géant de l'automobile japonais qu'il pourrait avoir affaire à un "boycott international" s'il maintenait la course.

Honda-Israël a ensuite [soudainement annoncé](#) que l'évènement serait déplacé en dehors de la Cisjordanie, à Arad.

Roberts a lui-même [déclaré](#) au +972 Magazine qu'il n'avait pas été informé par les organisateurs que l'évènement était censé avoir lieu en Cisjordanie.

"On ne m'a pas donné beaucoup de détails au départ, si ce n'est que la piste était en Israël" a écrit Roberts au journal. "Je n'aurais pas participé à l'évènement s'il avait eu lieu en Cisjordanie."

Roberts, 20 ans, a remporté le championnat MotoAmerica Superstock 600 de 2015. Il a récemment signé avec l'équipe RW pour concourir au championnat mondial de Moto2.

Roberts est arrivé en Israël en début de semaine, au vu des ses posts sur son compte Instagram.

Déplacements forcés et racisme

Les Palestiniens ont accueilli la décision de la semaine dernière de déplacer la course en dehors de la Cisjordanie comme un signe de la puissance du mouvement BDS, mais cela n'avait pas dissipé leurs inquiétudes.

Le BNC [a mis l'accent](#) sur les évacuations forcées des communautés bédouines de la région d'Arad, ainsi que la

politique du maire d'Arad de refuser que des réfugiés africains s'installent dans la ville.

En outre, l'évènement était sponsorisé par le ministère des sports israéliens, dirigé par Miri Regev, une politicienne d'extrême droite connue pour ses [propos racistes](#) envers les Palestiniens et les Africains.

Blanchiment par le sport

Les [militants des droits humains japonais](#) et [palestiniens](#) ont continué de faire pression sur Honda, et sur Joe Roberts, afin que l'évènement soit complètement annulé.

Le BNC a exhorté Roberts de ne pas laisser le gouvernement israélien utiliser sa "réputation pour blanchir les crimes d'Israël et ses violations flagrantes des droits humains."

Le « blanchiment par le sport » est une expression décrivant la stratégie d'Israël d'utiliser les athlètes et les évènements sportifs (comme la course de vélo le [Giro d'Italie](#) ou le [récent voyage de joueurs de la NFL](#)) pour redorer son image à l'international.

"Le Comité national palestinien pour le BDS (BNC) se réjouit que Honda ait annulé l'évènement de Moto GP organisé par Israël après une campagne efficace de pression menée par des militants BDS japonais, palestiniens, israéliens et à travers le monde," a déclaré à The Electronic Intifada Jamal Juma', un membre du Comité.

"Organiser une course dans une colonie illégale israélienne, en territoire palestinien occupé ne constitue pas moins que de la complicité de crime de guerre," affirme Juma'. "Sponsoriser une course à Arad, où les communautés bédouines palestiniennes sont expulsées et dépossédées et leurs maisons détruites, aurait été pour Honda tout aussi problématique."

Roberts n'a pas répondu aux demandes de commentaires sur

Facebook.

Source: [The Electronic Intifada](#)

Traduction: L.Gr pour BDS France

Giro d'Italie : journée d'action internationale pour #DéplacezLaCourse – #RelocateTheRace

10 Mars 2018

14 Février 2018 [Palestinian Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israel \(PACBI\)](#)

Les appels se font de plus en plus pressants pour que l'Union Cycliste Internationale (UCI), l'instance dirigeante du cyclisme, déplace le départ d'Israël de la célèbre course de vélo Giro d'Italie.

Les organisateurs de la course, RCS MediaGroup, s'apprêtent à encaisser une enveloppe de [10 millions d'euros](#) offerte par Israël pour accueillir le départ du Giro 2018, du 4 au 7 Mai prochains.

En échange, RCS [aide activement](#) le gouvernement israélien à présenter- à tort – Jérusalem Est occupée comme faisant partie d'Israël et étant sa "[capitale unifiée](#)," allant dans le sens du président étatsunien [Donald Trump](#) et à l'encontre de la

totalité de la communauté internationale.

Non seulement l'UCI ferme les yeux sur le fait que l'une de ses principales courses sert à cacher les violations par Israël du droit international et des droits palestiniens, l'UCI ferme également les yeux sur le fait que la Fédération israélienne de cyclisme et l'équipe israélienne de cyclisme [sponsorisent](#) et [participent](#) à des courses en territoire palestinien occupé.

Intensifions les pressions sur le cyclisme professionnel !
Participez à la Journée d'action internationale pour
#DéplacezLaCourse – #RelocateTheRace le 10 Mars 2018

Israël s'inspire depuis longtemps du modèle de [régime d'apartheid de l'Afrique du Sud](#), utilisant le sport pour cacher depuis des décennies une occupation militaire et un système d'apartheid imposé au peuple palestinien.

Plus de [120 organisations des droits humains](#) représentant des millions de personnes, [les réseaux de chrétiens palestiniens](#), des juristes de renom, [des élu.e.s palestinien.ne.s](#), et des membres du Parlement européen ont demandé à ce que la course soit déplacée.

Comme nous le 10 Mars, dites à l'UCI et au Giro d'Italie que nous roulons pour la justice !

- Organisez un [évènement de vélo](#) dans votre commune. Invitez les groupes locaux de vélo.
- Manifestez devant les bureaux de la fédération de cyclisme, des [équipes participant au Giro](#) ou des sponsors.
- Soyez créatif.ve.s ! Organisez du théâtre de rue sur deux roues, une course avec des check-points et des colonies.
- Incluez le Giro d'Italie dans les évènements de la [Semaine de l'apartheid israélien](#).
- Passez le message sur les réseaux sociaux! Partagez [des](#)

[exemples de tweets](#), des [vidéos](#) et des [memes](#) avec dessous les hashtag #DéplacezLaCourse – #RelocateTheRace

Contactez-nous pour plus d'information et pour nous dire ce que vous organisez : pacbi.coord@bdsmovement.net

Pédalons pour les droits palestiniens !

Source: [PACBI](#)

Traduction: R.F pour BDS France

GIRO d'italia: #Relocate the race!

Source: [Apartheid Adventures](#)

Le Tour d'Italie [1] s'incline devant la pression israélienne, rétropédale et reconnaît l'annexion illégale de Jérusalem

30 novembre – PACBI/Italie

Après que les ministres israéliens ont menacé de retirer leur soutien au Giro d'Italia en raison de l'utilisation du terme «Jérusalem-Ouest», les organisateurs de la course choisissent de reconnaître l'annexion illégale de Jérusalem-Est occupée par Israël.

La société civile palestinienne a dénoncé le Giro d'Italia pour avoir cédé aux pressions politiques du gouvernement d'extrême droite de Netanyahu en supprimant les références à Jérusalem-Ouest « West Jerusalem » sur son site internet et en utilisant « Jérusalem » à la place. Selon les militants palestiniens des droits de l'homme, le Giro «est directement complice de la propagande israélienne» selon laquelle Jérusalem est une ville «unifiée» sous sa souveraineté, ce qui n'est reconnu ni par l'ONU, l'UE ou l'Italie.

L'ONU considère Jérusalem-Est comme faisant partie du territoire palestinien occupé et ne reconnaît aucune partie de Jérusalem comme capitale d'Israël.

Deux ministres israéliens ont menacé hier soir de retirer le parrainage israélien de la course, à moins que les organisateurs ne reconnaissent officiellement Jérusalem comme relevant de la souveraineté israélienne.

Mais quelques heures après la [publication des menaces](#) , les organisateurs de la course ont modifié le site officiel du Tour d'Italie pour effacer la distinction Est-Ouest (comme le montrent les images avant et après), reconnaissant ainsi la présence illégale d'Israël sur Jérusalem Est occupée.

Désireux d'utiliser le Tour d'Italie pour blanchir son occupation vieille de plusieurs décennies et les violations des droits de l'homme contre les Palestiniens, [Israël verserait](#) 10 millions d'euros pour le départ de la course, en plus de 2 millions directement au meilleur cycliste Chris Froome. pour sa participation à la course.

Stephanie Adam de la campagne palestinienne pour le boycott

académique et culturel d'Israël a déclaré:

« En menaçant de retirer le parrainage de la course du fait de la référence à «Jérusalem Ouest», Israël a offert au Tour d'Italie une «stratégie de sortie» pour mettre fin à sa complicité dans les violations du droit international et des droits humains des Palestiniens.

Le Tour d'Italie, au contraire, a honteusement choisi de se plier aux pressions israéliennes et de reconnaître l'annexion illégale par Israël de Jérusalem-Est occupée, en violation du droit international et de la propre position du gouvernement italien.

Le Tour d'Italie renforce la revendication illégale d'Israël sur la ville de Jérusalem, alors qu'aucun état ne reconnaît la souveraineté d'Israël sur Jérusalem-Est ou ne fait de Jérusalem, Est ou Ouest, la capitale d'Israël.

Les premières tentatives maladroites des organisateurs de course d'atténuer l'implication du Tour d'Italie dans les crimes d'Israël en ajoutant « Ouest » à l'étape de Jérusalem n'ont rien changé au fait que l'une des principales courses du cyclisme est complice des actions d'un gouvernement oppresseur opérant en dehors de la règle de droit.

L'insistance malhonnête du Tour d'Italie à maintenir la politique hors du sport s'est avérée être un moyen de détourner la critique pour son acceptation d'un gros pot-de-
vin israélien en échange de politiser la course et d'utiliser son nom pour blanchir les violations des droits humains.

Il est temps que l'Union cycliste internationale (UCI), l'organisation cycliste mondiale restée sur la touche dès le départ, intervienne et prenne des mesures pour éviter de ternir l'une des courses cyclistes les plus appréciées au monde. Le **plan B** que le Tour d'Italie a évoqué doit être mis en œuvre immédiatement en relocalisant la course. Il se dit que les Pouilles sont magnifiques au printemps. »

La Fédération israélienne de cyclisme [sponsorise](#) et [organise](#) des compétitions dans les zones sous occupation militaire israélienne en violation du droit international. Quelques jours avant le Tour d'Italie l'équipe cycliste israélienne, qui se prépare à participer au Giro, [participera](#) à une course entre Jérusalem-Est occupée et la [colonie israélienne illégale](#) de Pisgat Ze'ev.

Le Tour d'Italie est un événement de l'UCI World Tour.

La [Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël](#) (PACBI) a été lancée en 2004 pour contribuer à la lutte pour la liberté, la justice et l'égalité palestiniennes. PACBI plaide pour le boycott des institutions académiques et culturelles israéliennes, étant donné leur complicité profonde et persistante dans le déni par Israël des droits palestiniens tel que stipulé dans le droit international. Visitez notre site et suivez-nous sur [Twitter @PACBI](#)

[\[1\]](#) Giro d'Italia. Le texte original en anglais utilise uniquement l'expression Giro d'Italia

Source: [PACBI](#)

Traduction: R.F et J.S pour BDS France

Plus de cent vingt groupes de défense des droits de l'homme exhortent le Giro d'Italia à

déplacer le départ d'Israël en raison des violations des droits des Palestiniens

22 novembre 2017

Aujourd'hui, plus de cent-vingt organisations de défense des droits humains, syndicats, associations de tourisme éthique, groupes sportifs et confessionnels de plus de 20 pays lancent [un appel international](#) appelant l'événement majeur cycliste Giro d'Italia à déplacer son « *Big Start* » 2018 d'Israël en raison des graves et croissantes violations du droit international et des droits humains des Palestiniens.

Le célèbre linguiste **Noam Chomsky**, les éminents juristes **John Dugard** et **Richard Falk** ancien rapporteur spécial des Nations Unies sur la Palestine, le dramaturge italien **Moni Ovadia**, les parlementaires européens **Eléonore Forenza**, **Curzio Maltese** et **Sergio Cofferati**, l'ancienne vice-présidente du Parlement européen **Luisa Morgantini** ont également signé l'appel.

L'appel est lancé à la veille de la présentation officielle de la course prévue le 29 novembre à Milan, qui coïncide avec la Journée internationale de solidarité des Nations Unies avec le peuple palestinien.

Les signataires soulignent que la tenue du Giro d'Italia en Israël masquerait à la fois l'occupation militaire israélienne, la discrimination contre les Palestiniens et augmenterait le sentiment d'impunité d'Israël, encourageant le déni continu des droits des Palestiniens tels que stipulés par les Nations Unies.

Giro d'Italia travaille avec la société israélienne *Comtec Group*, l'organisateur de l'événement «Big Start», qui a des [activités](#) dans les colonies israéliennes illégales. Dans des

images officielles de [course, cartes et vidéos](#) , le Giro d'Italia décrit de manière trompeuse Jérusalem-Est, qui est sous occupation militaire israélienne depuis cinquante ans, comme si elle faisait partie d'Israël et la capitale unifiée de l'État d'Israël.

L'étape finale prévue pour le sud d'Israël passera par des douzaines de villages bédouins palestiniens qu'Israël refuse de reconnaître ou à qui Israël refuse de fournir « les services les plus élémentaires, y compris électricité, eau, cliniques, écoles et routes », l'un de ces villages ayant été détruit plus de [cent fois](#) .

Les soutiens de la déclaration condamnent également le projet du Giro d'Italia de « célébrer » 70 ans de la création de l'État d'Israël alors que les Palestiniens commémorent 70 ans de dépossession, de déplacement forcé et de déni des droits des réfugiés palestiniens conformément aux résolutions des Nations Unies .

Quelques jours avant le Giro d'Italia, l'équipe nationale israélienne de cyclisme, en lice pour l'une des quatre invitations privilégiées au Giro d'Italia, [participera](#) à une course illégale à travers Jérusalem-Est occupée jusqu'à la [colonie illégale](#) de Pisgat Ze'ev. La Fédération israélienne de cyclisme [sponsorise](#) et organise des [compétitions de la ligue nationale](#) dans les zones sous occupation militaire israélienne.

L'appel exhorte le propriétaire de la course, RCS MediaGroup, à «*déplacer le départ de la course vers un autre pays pour s'assurer de ne pas être impliqué dans les violations israéliennes du droit international et des droits humains palestiniens*».

Les signataires rappellent également à RCS, aux équipes participantes et aux sponsors «*les conséquences juridiques et les atteintes à la réputation découlant de la collaboration*

avec des institutions israéliennes et des entreprises impliquées dans des violations des droits humains et du droit international».

Bien que RCS affirme qu'il s'agit d'un évènement purement sportif, aucun des commentateurs cyclistes n'est dupe de la manœuvre. Ainsi, le départ de la course en Israël a été décrit par les journalistes et les journalistes sportifs comme un «[coup de maître de la diplomatie douce](#)», un «[coup de relations publiques](#)» et un «[polissage de l'image](#)» en échange de millions d'euros de parrainage officiel israélien.

Des groupes de la société civile palestinienne ont également écrit au Pape François pour l'exhorter à ne pas accepter l'invitation du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu à donner le départ de la course en Israël l'année prochaine et à ne pas « associer son nom d'une quelconque façon au Tour cycliste d'Italie 2018 en raison de l'insistance malheureuse à blanchir l'occupation militaire d'Israël et les graves violations des droits humains. »

Des milliers de défenseurs des droits de l'homme et de passionnés de cyclisme ont écrit à RCS pour lui demander de déplacer le départ d'Israël.

Des villes de toute l'Italie organiseront des [manifestations sur deux roues](#), les 25 et 26 novembre, pour protester contre l'utilisation d'un sport étroitement associé à la liberté afin de masquer l'occupation militaire brutale et le régime d'apartheid d'Israël.

Contexte:

*** Les signataires comprennent**

- le groupe cycliste belge Wilde Pedal

- The Big Ride UK,
- le magasin de vélos Biciclettarò en Italie,
- la Fédération omnisports de Seine-Saint-Denis en France;
- les syndicats Union Syndicale Solidaires en France, FIOM-CGIL USB en Italie,
- le Conseil des syndicats de Craigavon en Irlande du Nord
- la Confederación Intersindical Galega en Espagne,
- l'Association pour le tourisme équitable et solidaire, représentant 35 organisations en France pour la promotion du tourisme éthique, dont 25 voyagistes;
- Les groupes confessionnels Pax Christi et la communauté chrétienne romaine Grassroots en Italie, Kairos Britain et Friends of Sabeel Royaume-Uni, Friends of Sabeel Norway et Kairos – Sabeel Netherlands Foundation;
- Voix juive pour la paix aux États-Unis,
- Union des juifs progressistes en Belgique,
- Réseau italien Juifs contre l'occupation,
- Juifs pour la justice pour les Palestiniens Royaume-Uni.

* Le **Conseil des droits de l'homme des Nations unies** a récemment mis en garde 150 entreprises israéliennes et internationales contre l'implication illégale dans les colonies israéliennes, qui constituent un crime de guerre en vertu du droit international.

* La résolution 181 (1947) de l'Assemblée général de l'ONU a défini le statut de Jérusalem comme corpus separatum, un régime international spécial et a maintes fois soutenu que «toute action prise par Israël, puissance occupante, pour imposer ses lois, juridiction et administration à la ville sainte de Jérusalem sont illégales.» En 1967, Israël a occupé

Jérusalem-Est, l'annexant unilatéralement comme faisant partie de sa capitale unifiée, aucun pays au monde ne reconnaissant aucune des deux parties de Jérusalem comme capitale de l'état israélien.

* Mai 2018 marquera le 70e anniversaire de la Nakba («catastrophe»), quand environ 800 000 Palestiniens autochtones ont été expulsés de force de leur patrie.

Source: [ECCP](#)

Traduction: R.F et J.S pour BDS France

FIFA hors jeu ! Quand la Fédération Internationale de Football cautionne la colonisation israélienne.

COMMUNIQUÉ:

(Copie à la FFF, Fédération Française de Football)

Six clubs de football des colonies israéliennes installées dans les Territoires palestiniens occupés (TPO) participent officiellement à la Ligue de football israélienne, affiliée à la FIFA. De leur côté, les joueurs palestiniens sont victimes de harcèlement et sont parfois arrêtés quand ils essaient de passer de la Cisjordanie à Gaza ! Certains ont également été empêchés de se rendre à des tournois internationaux ! Ces faits sont connus et documentés, la suspension de la fédération israélienne de football avait même été à l'ordre du

jour du congrès de Zurich en 2015.

Devant l'inertie de la FIFA, la fédération de football palestinienne et la société civile internationale réclament des sanctions vis à vis de la Fédération de football israélienne à travers la campagne « Carton rouge pour Israël ».

Dans le cadre du mouvement BDS international, nous étions intervenus le 5 mai dernier auprès de la Fédération Française de Football (FFF) (*) pour qu'elle se prononce au congrès de la FIFA en faveur de sanctions.

Après deux années de manœuvres tactiques pour éluder et reporter le problème, la FIFA a scandaleusement refusé ce 27 octobre d'appliquer les sanctions recommandées par une commission internationale qui a pourtant planché sur le sujet pendant plus de deux ans. La fédération palestinienne a déclaré saisir le tribunal arbitral du sport.

Sous la pression et les intimidations du gouvernement israélien, la FIFA a cédé et cautionne ainsi la colonisation israélienne : La FIFA, ne respecte ni les résolutions de l'O.N.U, ni ses propres statuts, et elle se discrédite auprès des Palestiniens, de la société civile internationale et bien au delà.

Israël se comporte comme si seule importait la force, elle est un État d'exception qui piétine le droit.

Appuyée par les USA et l'Europe, tout semble permis à Israël ; sa fédération de football est même affiliée en Europe à l'UEFA, alors que la fédération palestinienne est elle normalement affiliée à la Confédération Asiatique de Football (AFC).

La campagne BDS-France :

- s'oppose au droit du plus fort et exige le respect du droit international
- dénonce la décision de la FIFA et exige des sanctions vis à vis de la fédération israélienne
- demande à la Fédération Française de Football (FFF) de s'engager en ce sens

(*)

<https://www.bdsfrance.org/action-bds-aujourd'hui-a-paris-devant-le-siege-de-la-fff-fifa-votez-le-carton-rouge-aux-colonies-israeliennes/>

<https://www.bdsfrance.org/la-fifa-tombe-le-masque-et-se-proclame-organisation-complice-en-accueillant-les-clubs-des-colonies-illegales-disrael/>

<https://www.lequipe.fr/Football/Actualites/Conflit-israelo-palestinien-la-fifa-refuse-de-s-en-meler/845760>

<https://www.lequipe.fr/Football/Actualites/La-fifa-est-intimidee-par-israel-selon-la-federation-palestinienne/846365>

<http://www.rfi.fr/moyen-orient/20171028-clubs-foot-colonies-israel-fifa-botte-touche>

La FIFA tombe le masque et se proclame «organisation

complice en accueillant les clubs des colonies illégales d'Israël»

PACBI – 27 octobre 2017

Réuni ce jour à Kolkata, en Inde, le conseil de la FIFA a adopté une position autorisant les clubs de football des colonies israéliennes illégales de continuer à faire partie de l'organisation mondiale de football, affirmant qu'elle « *s'abstiendrait d'imposer aucune sanction ou autre mesure* ».

Cette décision intervient quelques jours après que Tokyo Sexwale, président du comité de surveillance Israël-Palestine de la FIFA, a tenu des propos anti-palestiniens, justifiant les crimes d'Israël contre les Palestiniens et la politique d'apartheid. Dès la réunion du conseil, des organisations de la société civile et des groupes confessionnels sud-africains ont demandé la démission de Sexwale et que le comité soit dissout.

Stephanie Adam, de la Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël a déclaré :

« Aujourd'hui, le conseil de la FIFA a réduit en lambeaux les statuts de l'organisation et s'est proclamé organisation complice en accueillant les clubs des colonies illégales d'Israël. La FIFA entend apporter un soutien matériel aux violations israéliennes du droit international constituant des crimes de guerre à l'encontre d'une association membre de la FIFA.

« Après plus de deux années de tactiques d'atermoiements délibérées, la FIFA a tombé le masque. Il est clair que le système est truqué.

« Les Palestiniens sont fiers de la profonde solidarité de la majorité absolue en Afrique du Sud pour notre combat pour la liberté, la justice et l'égalité. Nous saluons et nous soutenons l'appel lancé par nos partenaires sud-africains à la démission de Sexwale. Non seulement Sexwale a échoué à défendre le droit des Palestiniens de jouer au football aux yeux de tous, mais il a fait aussi des déclarations outrageusement anti-palestiniennes qui justifient le racisme colonial et l'apartheid israéliens, ce qui le rend totalement inapte à sa fonction.

« Sexwale a honteusement répété comme un perroquet la fable coloniale et raciste israélienne du 'petit pays' dans un environnement arabe hostile, et il a exprimé sa préoccupation pour les soldats israéliens armés sur les check-points militaires dans le territoire palestinien occupé qui pourraient 'réagir de façon excessive' en tuant ou blessant de jeunes Palestiniens, dont des footballeurs.

« Sexwale doit démissionner immédiatement avant que sa réputation déjà souillée ne laisse des séquelles. Il est évident que ses propos anti-palestiniens ont considérablement érodé sa crédibilité et la base qui le soutient dans son propre pays, l'Afrique du Sud.

« Il est temps de dissoudre ce « **comité de surveillance** » ridicule qui fut lui-même créé il y a plus de deux ans pour protéger Israël contre toute mesure de responsabilisation par la FIFA. Depuis, le comité a fait plusieurs fois reporter toute décision alors qu'il s'agit d'un dossier simple de violation du droit international et des statuts de la FIFA par l'association de football israélienne. Malgré tous leurs discours trompeurs de maintenir la politique hors du football, Sexwale et la FIFA n'ont rien fait d'autre que de politiser quelque chose qui ne pourrait l'être plus clairement.

« Le conseil de la FIFA a peut-être déclaré, sans ménagement, que le dossier était clos, mais les groupes de la société

civile auront plus que jamais la volonté de le maintenir ouvert et de faire monter la pression.

*« Le groupe britannique «**Carton rouge pour le racisme israélien**» a adressé une lettre à tous les membres du conseil de la FIFA avant la réunion, pour protester contre la répression permanente d'Israël contre le football palestinien, notamment en empêchant les déplacements des joueurs de la coupe de Palestine, en confisquant le matériel importé de l'étranger et en tentant de contraindre un joueur à se faire indicateur pour les services de sécurité d'Israël ».*

Source: [BDS Movement](#)

Traduction : JPP pour BDS FRANCE

Ne pédalez pas pour les crimes israéliens: dites au Giro d'Italie de se tenir à l'écart de l'Apartheid!

19 Septembre 2017/ Italie

[Palestinian Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israel \(PACBI\)](#)

Les organisateurs de la célèbre course cycliste, le Giro

d'Italie, ont annoncé que le départ de l'édition 2018 serait en Israël, débutant à Jérusalem, suivi d'étapes de Haïfa à Tel-Aviv et dans le Naqab (Néguev).

La course "célébrera" le 70ème anniversaire de l'établissement d'Israël sur les ruines de la patrie palestinienne et le nettoyage ethnique, ou Nakba, de la majorité de la population indigène palestinienne.

Nous devons agir pour arrêter ce »sports-washing « de l'occupation et l'apartheid israélien, qualifié par les médias comme « [un beau coup politique](#) » pour [Israël], qui ne cesse de s'employer à donner l'image de vie « normale ».

Ensemble disons aux organisateurs du Giro: #DéplacezLaCourse et ne pédalez pas pour l'occupation et l'apartheid israélien.

Le Giro d'Italie servira à **institutionnaliser la mainmise d'Israël sur Jérusalem**. Lors de la cérémonie de présentation, les élus israéliens ont tous revendiqué Jérusalem comme étant la capitale d'Israël, **ce qu'aucun autre pays au monde ne reconnaît**. La Municipalité de Jérusalem est activement impliquée dans le nettoyage ethnique progressif des Palestiniens, entre autres par une [politique](#) de démolitions de maisons et d'expulsions forcées.

Dans le Naqab (Néguev), au Sud de ce qui est aujourd'hui Israël, des dizaines de villages palestiniens bédouins **ne sont pas reconnus ni n'ont accès aux services de base**, et sont sujets à **des démolitions répétées, pour certains [plus de 100 fois](#)**. Israël [révoque également la citoyenneté](#) des Palestiniens Bédouins sans raisons, les rendant apatrides.

Débuter la course dans un endroit sous contrôle israélien servirait de **visa à l'oppression israélienne des Palestiniens**. Le Giro d'Italie aurait-il pensé à débiter sa course dans l'apartheid d'Afrique du Sud des années 80 ?

Agissez maintenant pour pousser RCS [les organisateurs] à

respecter le droit international et à déplacer la course.

Envoyez cette lettre à **RCS**, via le site [BDS Movement](#) (remplissez le formulaire, traduit ci-dessous, à droite de l'article).

À l'attention de :

Urbano Cairo, président, RCS Mediagroup

Riccardo Taranto, président, RCS Sport

Mauro Vegni, directeur, Giro d'Italia

Nous sommes profondément inquiets à propos de votre intention de donner le départ de l'édition 2018 du Tour d'Italie (Giro d'Italia) en Israël. Malgré vos tentatives d'éviter les « zones sensibles », le fait d'organiser la course uniquement dans des endroits soumis au contrôle israélien implique le Tour d'Italie dans les violations des lois internationales auxquelles se livre Israël.

En donnant le départ de la course à Jérusalem, le Tour d'Italie va devenir partie intégrante de l'actuel processus israélien visant à institutionnaliser son emprise illégale sur la ville occupée. La résolution 181 de l'Assemblée générale des Nations unies (1947) fait de Jérusalem une entité séparée sous régime international particulier et elle affirme à maintes reprises que « toute action entreprise par Israël, la puissance occupante, en vue d'imposer ses lois, sa juridiction et son administration sur la Ville Sainte de Jérusalem est illégale ». En 1967, Israël a occupé Jérusalem-Est, l'annexant unilatéralement comme faisant partie de sa « capitale unifiée ». Malgré les allégations répétées des ministres israéliens lors de la cérémonie de présentation, la communauté mondiale ne reconnaît aucune partie de Jérusalem comme capitale d'Israël.

Dans le sud d'Israël, où une autre étape de la course est prévue, des dizaines de localités où vivent des Bédouins palestiniens se voient refuser toute reconnaissance par

Israël, qui les prive également de ses services de base et, de plus, ces localités sont soumises à des démolitions répétées. Citons pour mémoire la localité d'Al-Araqib, démolie à plus de 100 reprises. Depuis 2010, Israël ne cesse de retirer la nationalité à des centaines, voire des milliers de Bédouins palestiniens, et ce, sans raison, ce qui en fait des apatrides.

Ces mesures font partie de l'actuelle épuration ethnique à laquelle se livre Israël, épuration qui a débuté voici 70 ans avec la création d'Israël sur les ruines de la patrie palestinienne et qui a entraîné, de force, le déplacement et la déportation d'une majorité des autochtones palestiniens.

Voici donc ce qu'Israël a l'intention de « célébrer » l'an prochain. Le Tour d'Italie ne devrait jouer aucun rôle dans cette affaire.

De même qu'il eût été inacceptable que le Tour d'Italie ait pris son départ dans l'Afrique du Sud de l'apartheid, durant les années 1980, il est inacceptable aujourd'hui de faire débiter cette course en quelque endroit se trouvant sous contrôle israélien, puisque la chose ne servira que de certificat d'approbation à l'oppression des Palestiniens par Israël.

Nous prions donc instamment RCS de respecter les lois internationales et de déplacer le départ de la course vers un autre pays. De grâce, n'accordez pas à Israël cet « énorme coup politique », qui ne fera que dévaloriser et ternir l'un des plus importants événements sportifs européens.

Bien sincèrement,

Nous devons nous assurer que RCS et les équipes cyclistes aient le message : ne blanchissez pas les violations flagrantes d'Israël des droits humains par le sport, déplacez le départ de la course dans un autre pays !

#RelocateTheRace Campaign

Campagne #DéplacezLaCourse

Source: [PACBI](#)

Traduction: Lauriane GR pour BDS France

Le président de la FIFA écarte le vote sur les colonies israéliennes et s'acharne à violer les statuts de la FIFA

Pacbi – 11 mai 2017

Les Palestiniens accusent le président de la FIFA, Gianni Infantino, de corruption et de népotisme après qu'il a bloqué la motion de l'Association palestinienne de football au Congrès de la FIFA d'aujourd'hui. La motion demandait que l'Association israélienne de football se mette en conformité avec les statuts de la FIFA en excluant les clubs de football basés dans les colonies illégales sur la terre palestinienne occupée.

Infantino a détourné l'ordre du jour du Congrès et empêché le vote de la motion, s'inclinant ainsi devant les tactiques d'intimidation israéliennes. Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, avait personnellement appelé le président de la FIFA ainsi que les présidents de sept pays afin d'empêcher un vote sur les équipes des colonies illégales

israéliennes.

Hind Awwad, de la Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI) a déclaré :

« Il est clair qu'Infantino s'inscrit dans la même démarche que l'ancien président de la FIFA, Sepp Blatter, et que son engagement à respecter les droits humains est une imposture. Il avait l'opportunité de rectifier le bilan scandaleux d'atermoiements de la FIFA et son application sélective de ses statuts, mais il a préféré s'acharner, avec plus encore de ce mépris sans retenue du droit international et ses propres statuts.

Le Conseil de la FIFA s'est opposé à ce que le Congrès puisse voter sur le problème des colonies israéliennes, protégeant une fois encore Israël de ses responsabilités pour ses violations des statuts de la FIFA et des droits des Palestiniens en tant qu'êtres humains.

Le Congrès de la FIFA d'aujourd'hui va entacher la réputation déjà ternie de la FIFA. Infantino et la FIFA ont effectivement donné à Israël un feu vert pour poursuivre sa répression contre le sport palestinien, ses arrestations arbitraires des athlètes palestiniens et continuer de jouer sur une terre palestinienne volée.

Infantino s'est abusé lui-même en pensant que ce problème allait tout simplement s'estomper. Cette dernière capitulation devant l'intimidation israélienne ne servira qu'à revigorer le mouvement qui monte pour qu'Israël soit suspendu du football mondial, comme cela a été le cas pour l'Afrique du Sud de l'apartheid, et ce, jusqu'à ce qu'il respecte les droits de l'homme des Palestiniens. »

Contexte

- Le professeur Andreas Zimmermann, juriste et expert des Nations-Unies, de l'université de Potsdam, a publié un avis : « *Le statut juridique des clubs de football israéliens dans le territoire palestinien occupé et ses incidences sur les conséquences juridiques pour la FIFA* », qui conclut que « *les clubs des colonies israéliennes qui jouent sur le territoire palestinien occupé sans le consentement de l'Association palestinienne de football violent l'article 72, paragraphe 2, des statuts de la FIFA* », et que « *la tolérance de la FIFA des clubs des colonies constitue une reconnaissance implicite des colonies israéliennes et, par conséquent, viole l'obligation de la FIFA de respecter le droit des Palestiniens à l'auto-détermination en vertu de l'article 3 de ses statuts* ».
- Le 4 mai 2017, une lettre de 174 clubs de football et associations sportives palestiniens ont demandé instamment à la FIFA de suspendre immédiatement l'adhésion de l'Association israélienne de football pour son inclusion des sept équipes de football basées dans les colonies israéliennes illégales.
- Le 19 avril 2017, plus d'une centaine d'associations sportives, syndicats, organisations des droits de l'homme et groupes confessionnels, représentant des millions de personnes de 28 pays à travers le monde, ont rejoint les champions de football, universitaires, réalisateurs de cinéma, hommes et femmes politiques et responsables gouvernementaux, en s'adressant aux membres du Conseil de la FIFA et insistant pour que, soit la Ligue nationale israélienne de football retire l'affiliation des sept clubs basées dans les colonies illégales israéliennes sur le territoire palestinien occupé, soit elle fait face à sa suspension de la FIFA.

- Ces derniers mois, le conseiller spécial des Nations-Unies pour le sport au service du développement et de la paix, en plus de 66 membres du Parlement européen, 30 membres du Parlement suisse, plus de 40 membres du Parlement danois, 38 membres de la Chambre des Communes britannique, ainsi que le groupe Human Rights Watch, ont demandé instamment à la FIFA de résoudre le problème des clubs des colonies.
- En octobre 2016, le conseiller spécial des Nations-Unies pour le sport au service du développement et de la paix, Wilfried Lemke, a écrit à la FIFA pour l'exhorter à trouver une résolution à la question des clubs des colonies, « *en conformité avec les résolutions du Conseil de sécurité des Nations-Unies et les statuts de la FIFA et ce, dans un calendrier raisonnable* ».

Source: [bdsmovement](http://bdsmovement.com)

Traduction : JPP pour BDS FRANCE